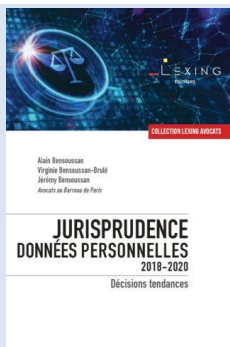




Voici un résumé de ce qui s'est passé ces dernières semaines



Jurisprudence Données personnelles 2018-2020 (Décisions tendances)

« Jurisprudence Données personnelles 2018-2020 (Décisions tendances) », premier ouvrage édité par Lexing Editions, filiale de notre cabinet vient de paraître.

Cet ouvrage commente les décisions de sanctions prononcées par la formation restreinte de la Cnil entre mai 2018 et décembre 2020 par secteurs d'activité et types de manquements. • [Lire l'article](#)



L'analyse de risques, outil indispensable à une bonne hygiène informatique

L'analyse de risques est un outil indispensable à une bonne hygiène informatique ; et ce, quel que soit le secteur d'activités, le type d'établissement (public ou privé) ou sa taille. • [Lire l'article](#)



Céline Avignon participe au 3ème Panorama d'actualité juridique du digital d'EFE

Céline Avignon évoquera les nouvelles règles applicables aux cookies et autres traceurs le 27 mai 2021 à l'occasion du 3ème Panorama d'actualité juridique du digital d'EFE. • [Lire l'article](#)



Jusqu'à où contrôler les salariés en situation de télétravail ?

Jusqu'à où contrôler les salariés en situation de télétravail ? Dans le numéro d'avril 2021 d'EDI Magazine, Frédéric Forster répond à cette question que beaucoup d'employeurs se posent. • [Lire l'article](#)



Droit d'auteur : Jeff Koons condamné pour contrefaçon

Dans un arrêt du 23 février 2021, la Cour d'appel de Paris a confirmé la condamnation de l'artiste contemporain Jeff Koons pour contrefaçon. • [Lire l'article](#)



L'IA nouvel outil de la justice ?

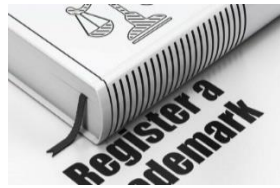
« L'IA nouvel outil de la justice ? », c'était le thème de l'émission SMART TECH à laquelle Jérémy Bensoussan a participé le 21 avril 2021 sur la chaîne B Smart TV.

• [Lire l'article](#)



La signature des contrats solennels électroniques d'agents sportifs

Dans un arrêt du 7 octobre 2020, la Cour de cassation confirme la nécessité d'une signature des contrats solennels électroniques pour que des échanges électroniques satisfassent à l'exigence d'écrit *ad validatem*. • [Lire l'article](#)



Marque non traditionnelle : pas de protection pour Birkenstock

Après les semelles rouges Louboutin (1), c'est au tour des semelles Birkenstock d'alimenter la jurisprudence en matière de marque non traditionnelle. • [Lire l'article](#)



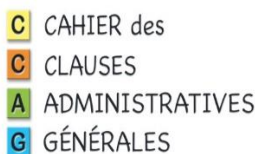
La Cnil restreint encore la traçabilité par cookies

La Cnil restreint encore la traçabilité par cookies, est le thème de la chronique mensuelle de Frédéric Forster dans le magazine EDI (L'Essentiel de la Distribution Informatique) de mars 2021. • [Lire l'article](#)



Parution du n° 67 de Planète Robots (avril-mai 2021)

Le n° 67 de Planète Robots (avril-mai 2021), en kiosque depuis le 15 avril 2021, consacre sa Une à l'entrepreneur franco-béninois Bertin Nahum qui, après Brigit et Rosa, s'apprête à lancer un nouveau robot. • [Lire l'article](#)



Publication des nouveaux CCAG 2021

Les nouveaux CCAG 2021 entraînent des changements fondamentaux dans la passation et l'exécution de la commande publique. • [Lire l'article](#)



Avis du Comité d'éthique de la défense sur le soldat augmenté

En décembre 2020, le Comité d'éthique de la défense a publié un avis portant sur le soldat augmenté. • [Lire l'article](#)




Fuite de données de Facebook : quels recours possibles pour les victimes ?

Alain Bensoussan évoque les recours possibles pour les victimes de la récente fuite de données de Facebook, dans une interview accordée à France Info. • [Lire l'article](#)



Alain Bensoussan « Thought leader » du Who's Who Legal France Data 2021

Alain Bensoussan figure parmi les « Thought leaders » du classement  Who's Who Legal France Data 2021 qui vient de paraître. Frédéric Forster est Global Leader en Data Telecoms & Media. • [Lire l'article](#)



Collecte des données publiques des réseaux sociaux par le Fisc

Afin de renforcer la lutte contre la fraude, les administrations fiscales et douanières sont autorisées à collecter les données publiques de Facebook, le Bon Coin, Twitter et autres réseaux sociaux. • [Lire l'article](#)



Sanction disciplinaire en l'absence de règlement intérieur

En cas de mise à pied disciplinaire et d'avertissements, la Cour de cassation considère que l'employeur doit prouver qu'au jour de la sanction disciplinaire, il n'était pas tenu de mettre en place un règlement intérieur. • [Lire l'article](#)



CSA : accès des mineurs aux sites pornographiques

Le CSA souhaite empêcher les mineurs d'accéder à des plateformes X. Interviewé par Le Monde, Raphaël Liotier fait le point sur l'accès des mineurs à la pornographie et la problématique de l'âge des visiteurs de ces sites. • [Lire l'article](#)

Nos prochains petits-déjeuners débats en visioconférences



Impact de la directive NIS sur les fournisseurs de services cloud

Eric Le Quellenec animera le 19 mai 2021 (9H – 11H) un petit déjeuner-débat en mode distanciel consacré à l'impact de la directive NIS sur les fournisseurs de services cloud (Inscription gratuite). • [Programme et inscription](#)



RGPD acte 3 : analyses d'impact et audits internes

Chloé Tores animera le 2 juin 2021 (9H – 11H) un petit-déjeuner en visioconférence consacré au RGPD acte 3 : analyses d'impact et audits internes (Inscription gratuite). • [Programme et inscription](#)



Violation de données : comment réagir face à une faille de sécurité ?

Virginie Bensoussan-Brulé animera le 16 juin 2021 (9H – 11H) un petit-déjeuner en visioconférence sur le thème « Comment réagir face à une faille de sécurité lors d'une violation de données » (Inscription gratuite). • [Programme et inscription](#)

Textes et jurisprudence clés

Renforcement de la loi sur les droits voisins – Un amendement au projet de loi Œuvres culturelles à l'ère numérique a été déposé pour contraindre les plateformes exploitant des contenus de presse (notamment Google) à conclure un accord global avec les éditeurs et les agences de presse ([N° COM-33 rect.](#) du 03-05-2021).

Redevance Copie privée – Plusieurs amendements au projet de loi Œuvres culturelles à l'ère numérique ont été déposés pour que les entreprises de communication audiovisuelle (radios et TV) perçoivent la redevance pour copie privée ([N° COM-57](#) du 03-05-2021).

Lutte contre le streaming illicite – Un amendement au projet de loi fusionnant la Hadopi et le CSA a été déposé pour renforcer les mesures destinées à prévenir le piratage en instaurant une transaction pénale. Lorsque le comportement délictueux répété de l'internaute ne fait plus de doute, le membre de l'ARCOM en charge de la réponse graduée aura la faculté de lui proposer une transaction, d'un montant de 350 euros, soit le tiers de la sanction maximum aujourd'hui encourue, destinée à éteindre l'action publique ([N° COM-67](#) du 03-05-2021).

Abus de position dominante – La Commission adresse une communication des griefs à Apple concernant les règles de l'App Store applicables aux fournisseurs de musique en continu ([Communiqué CE](#) du 30-04-2021).

Expérimentation de caméras individuelles dans les transports publics – Un décret précise, pour l'application de l'article 113 de la loi 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, les conditions dans lesquelles les agents assermentés des exploitants de services de transport public de personnes ferroviaire, guidé ou routier peuvent procéder à l'enregistrement audiovisuel de leurs interventions ([Décret n° 2021-543](#) du 30-04-2021).

Robots tueurs – Dans un avis rendu le 29 avril, les membres de cette structure indépendante adossée au ministère des armées posent leur veto aux systèmes d'armes létaux pleinement autonomes (SALA), mais ouvrent la voie aux armes robotisées pilotées par l'homme ([CED](#) du 29-04-2021).

Open data judiciaire – Le calendrier de mise à disposition des décisions des juridictions judiciaires et administratives a été publié par arrêté. Le choix a été fait d'une mise à disposition progressive, par degré de juridiction et par type de contentieux : 30 septembre 2021 s'agissant des décisions du Conseil d'Etat, 31 mars 2022 s'agissant des décisions des cours administratives d'appel et 30 juin 2022 s'agissant des décisions des tribunaux administratifs ([Arrêté](#) du 28-04-2021).

Drones malveillants – Le Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement a été présenté au Conseil des ministres. Il autorise le brouillage des drones, pour prévenir les menaces lors de grands événements ou à l'occasion de certains convois ou en cas de survol d'une zone interdite. Le gouvernement a engagé la procédure accélérée sur ce texte ([Projet de loi AN n° 4104](#) du 28-04-2021).

Données personnelles des mineurs – Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté une déclaration sur les mesures de protection concernant le traitement des données à caractère personnel des enfants ([Déclaration CeO](#) du 28-04-2021).

Algorithmes – Par une circulaire signée du Premier ministre relative à la politique publique de la donnée, des algorithmes et des codes sources, le Gouvernement réitère la nécessité de stimuler l'open data des données publiques. Il prône l'ouverture et la circulation des données, des algorithmes et des codes sources publics au profit des usagers, des chercheurs, des innovateurs et de l'ensemble de nos concitoyens ([Circulaire n° 6264/SG](#) du 27-04-2021).

Intelligence artificielle – La Commission européenne propose de nouvelles règles et actions visant à faire de l'Europe le pôle mondial d'une intelligence artificielle (IA) digne de confiance. ([Communiqué CE](#) du 21-04-2021).

Réforme de la directive machine – Une proposition de règlement européen sur les produits mécaniques envisage de réviser la directive sur les machines (Directive 2006/42/CE), cette dernière étant devenue obsolète et ne couvrant pas suffisamment les nouveaux risques provenant des technologies émergentes comme l'IA ([COM\(2021\) 202 final](#) du 21-04-2021).

Fichiers de souveraineté – La France est mise en cause devant la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) concernant la procédure dérogatoire (créée par la loi Renseignement) de contrôle des fichiers secrets ([CEDH](#) du 14-04-2021).

Bilan d'activité DGCCRF – La Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF) a contrôlé 20 700 sites web (15000 en 2019, soit + 38 %). 1400 amendes administratives ont «été prononcées pour un montant de 16,1 M€ ([Bilan 2020 DGCCRF](#) Mars 2021).